

Le dialogue social dans les entreprises de moins de vingt salariés

Michel Koebel

Docteur en sciences sociales

Maître de conférences à l'Université de Strasbourg

Membre de l'équipe de recherche en sciences sociales du sport (EA1342)

Suite à la loi du 4 mai 2004 relative à la formation professionnelle tout au long de la vie et au dialogue social, des opérations pilotes ont été menées dans certaines régions, en prenant la forme de conventions signées entre les directions régionales du travail et de l'emploi (DRTEFP) et les organisations syndicales de salariés et d'employeurs, et financées par l'Etat. Ce fut notamment le cas en Champagne-Ardenne, suite à des réflexions préalables sur la territorialisation du dialogue social (colloque organisé en 2003 dans le pays de l'Argonne) et à l'investissement conjoint des représentants locaux de la CGT, de l'UPA et de la CGPME. L'idée était d'explorer le problème spécifique du dialogue social dans les petites entreprises (TPE et PME), pour mieux prendre en compte les problèmes spécifiques de ce secteur, tant pour les employeurs que pour les salariés, et y améliorer la représentation des partenaires sociaux. Plusieurs instances se sont mises en place dans ce cadre (comité de pilotage, de suivi, groupe de travail régional et commissions thématiques) qui se sont réunies pour la plupart entre décembre 2004 et juin 2005.

Dans ce cadre, deux enseignants chercheurs de l'Université de Reims Champagne-Ardenne – membres du laboratoire « Analyse et Evaluation des Professionnalisations » (EA3313) – ont été sollicités pour tenir des conférences et s'impliquer dans la réalisation de travaux financés dans le cadre de la convention.

Mon intervention (je faisais partie de ce laboratoire entre septembre 2001 et juin 2008), du fait des recherches que j'avais menées sur les phénomènes démocratiques dans l'espace politique local, a porté plus précisément sur la question du dialogue social dans ce secteurs bien particulier des petites entreprises, et sur les possibilités de sa réalisation compte tenu de l'absence quasi totale de représentants syndicaux de ce secteur parmi les personnes chargées d'y réfléchir (les 24 membres du groupe de travail régional auprès desquels j'intervenais).

La communication portera sur les conditions particulières qui ont amené le comité de pilotage à me faire intervenir, sur la réception au sein du comité de pilotage de mon discours critique sur la représentativité et la représentation de ce secteur, sur la réception différenciée de ma proposition d'organisation d'une recherche action (que je proposais d'être réalisée avec mon aide par les membres même du groupe de travail régional dans un échantillon représentatif de petites entreprises de la région), sur les dissensions internes au groupe qui s'en sont suivies à propos des possibilités de mon intervention, et sur le résultat final : mon éviction du processus et la réalisation d'un petit questionnaire n'ayant pas eu de suites.

Ce travail d'analyse est une occasion parmi d'autres de saisir les rapports entretenus par les représentants syndicaux avec leur « base », et plus particulièrement dans le secteur des petites entreprises, en partie pour cause d'impossibilité statutaire et de difficulté d'accès à ce secteur (alors que plus de 93% des entreprises ont moins de 20 salariés), mais aussi du fait de la concentration du travail de représentation à partir des conflits (à travers la représentation prudhomale). Sera interrogée également la notion de représentativité syndicale, en la mettant en rapport avec celle des élus politiques : que nous apprend la confrontation de ces deux types de représentation sur les formes de légitimité de ces représentants ?

Enfin, il nous paraît utile de comprendre la place relative de l'Etat et de certaines organisations syndicales dans un éventuel impératif participatif.

Les données utilisées sont originales et n'ont fait à ce jour l'objet d'aucune publication. Il s'agit de l'ensemble des comptes rendus des différents groupes de travail (contenant les références à l'intervention des deux sociologues et leur réception), du rapport final de la convention, des réactions directement observées lors des interventions des sociologues, mais également des propos rapportés par les membres du comité de pilotage sur cette réception (qui inclut des discussions informelles non contenues dans les rapports des groupes de travail). Si ma proposition est retenue, je compléterai ces données par des entretiens semi directifs que je réaliserai en janvier et février 2011 auprès des membres du comité de pilotage, ainsi qu'auprès des acteurs de la DRTEFP qui ont accepté de financer cette convention.

Publications depuis 2006 en rapport avec la proposition de communication

Ouvrage :

KOEBEL, M. (2006). *Le pouvoir local ou la démocratie improbable*. Broissieux : Editions du Croquant (collection Savoir/Agir).

Direction d'ouvrage :

KOEBEL, M. & WALTER, E. (dir.) (2007). *Résister à la disqualification sociale. Espaces et identités*. Paris : L'Harmattan (coll. Logiques sociales).

Articles parus dans des revues scientifiques à comité de lecture :

KOEBEL, M. (2009). De l'existence d'un champ politique local. *Cahiers philosophiques*, 119, 9-29.

KOEBEL, M. (2009). Le rapport aux sciences sociales dans l'espace politique local. *Regards sociologiques*, 36, 97-112.

KOEBEL, M. (2007). Les travers de la démocratie participative. *Sciences Humaines*, Les Grands Dossiers n°6, 30-34.

KOEBEL, M. (2006). Réflexions sur quelques enjeux liés à la notion de compétence, *Utinam*, 6, 53-74.

Contribution à des ouvrages collectifs

KOEBEL, M. (2010). Le local, lieu d'innovation politique ?. In J.-V. HOLEINDRE & B. RICHARD (coord.). *La démocratie. Histoire, théories, pratiques* (pp. 111-120). Auxerre : Sciences Humaines Editions (coll. Les ouvrages de synthèse).

MICHON, B. & KOEBEL, M. (2009). Pour une définition sociale de l'espace. In P. GRANDJEAN (dir.). *Construction identitaire et espace* (pp. 39-59). Paris : L'Harmattan (coll. Géographie et culture).

Articles parus dans des revues sans comité de lecture :

KOEBEL, M. (2010). Décentralisation et autonomie de l'espace politique local. *Savoir/Agir*, 11, 11-18.

KOEBEL, M. (2008). Les élections municipales sont-elles politiques ? Enjeux locaux, enjeux nationaux. *Savoir/Agir*, 3 (mars 2008), 103-108.

KOEBEL, M. (2007). La démocratie représentative en question. *Alternatives Economiques*, 259 (juin 2007), 68-71.

KOEBEL, M. (2006). La démocratie de classe. *Territoires*, 467 (cahier 1), 16.